

TRIBUNE LIBRE

En application de la loi du 27 février 2002 sur la démocratie de proximité, une page d'expression libre est réservée aux élus du Conseil municipal.

Majorité municipale

Aujourd'hui, la politique ultralibérale du gouvernement UMP est essentiellement axée sur le principe « socialisation des pertes, privatisation des profits » (la tentative de privatisation de La Poste en offre un bel exemple sous couvert d'ouverture du capital). L'économie de casino, les dérèglementations, les privatisations ne procurent que de la misère. La crise des subprimes est intimement liée à la spéculation sur le pétrole et les matières premières agricoles, et fait en définitive endosser les pertes financières par les contribuables et non par les principaux responsables, les spéculateurs qui veulent toujours gagner sans jamais perdre. Ce système amoral enrichit toujours les mêmes et dégrade chaque jour davantage le pouvoir d'achat des familles.

En quelques semaines, la peur du chômage a rejoint l'angoisse du pouvoir d'achat au cœur des inquiétudes des Français et N. Sarkozy surfe actuellement sur la crise financière pour s'exonérer de toute responsabilité. Maintenant que le système ultralibéral s'écroule, il appelle les victimes de sa politique à la rescousse. Il annonce qu'il recherche les coupables ! Ce serait les grands patrons qu'il menace de punir ! Mais comment ? Ils ont agi dans la plus parfaite légalité ! Comme d'habitude, il s'agit d'une fausse rupture. Comme d'habitude, les rodomontades et les gesticulations médiatiques évitent de poser le vrai diagnostic. Ce sont ses amis qui depuis 30 ans dérèglent, privatisent les services publics, exigent des rendements de 20 % et plus, favorisent les paradis fiscaux et en profitent, s'enrichissant de manière indécente.

Pour nous, il est plus que temps de réhabiliter le rôle du politique, au travers du gouvernement, des parlementaires et des élus locaux, pour remettre l'humain au cœur des préoccupations, réguler l'économie et établir des règles. L'Etat doit exercer les fonctions régaliennes de justice, police, défense, mais aussi intervenir pour redistribuer plus équitablement les richesses et préparer l'avenir. Au niveau local, nous voulons nous engager ensemble dans le cadre de la Communauté Urbaine de Toulouse pour réaliser ses objectifs : des périmètres lisibles et cohérents d'aménagement du territoire des projets de territoires globaux et agencés des institutions fortes et opérationnelles qui correspondent à ces territoires de vie le développement durable.

Préparons l'avenir de nos territoires !

Mutualisons nos forces pour renforcer leur dynamisme économique et accueillir de nouvelles populations !

Groupe des Elus Socialistes et Radicaux de Gauche

Face à la crise du système capitaliste : des réformes fondamentales

Orienter l'argent vers l'économie réelle : Défendre et développer la protection sociale, le logement, les services publics locaux et nationaux. Refuser de livrer les retraites aux fonds de pension.

Créer un grand pôle public de crédit autour de la Caisse des Dépôts et de Consignation pour financer notamment les investissements des collectivités locales et de l'Etat.

Assurer la transparence du système bancaire : l'argent géré par les banques est celui des salariés, des professions indépendantes et des retraités. La monnaie et le crédit sont un bien commun.

Rétablir la confiance c'est aussi s'assurer qu'il ne peut y avoir d'argent public sans contrôle de gestion.

Il faut refuser la privatisation de la poste donc de la Banque Postale.

Le mardi 23 septembre les personnels de la poste ont manifesté leur opposition. Nous les avons soutenus lors du conseil municipal du 25 septembre car la mise en danger de ce grand service public concerne l'ensemble des citoyens. Comme les écoles, c'est un élément essentiel du lien social et de l'aménagement du territoire.

Groupe Communiste et Républicain

L'agglomération doit se doter d'un réseau de transport en commun performant. Le projet revu de la LMSE privilégie les bus pour rejoindre les terminus de la ligne B. L'étude du prolongement de la ligne E vers St-Orens démarre. Le nouveau Plan de Déplacement Urbain, en cours d'élaboration, doit retenir les projets les plus efficaces en terme d'impacts environnementaux et de coût. Les Verts s'opposent donc au projet routier de la Jonction Est dispendieux (un échangeur et 600 m de voie pour le prix de 8 km de bus en site propre!), et dénaturant la vallée de la Saune.

Groupe Les Verts

Groupe d'opposition

Le dernier Conseil Municipal a voté la transformation de la Communauté d'Agglomération en Communauté Urbaine à compter du 1^{er} janvier prochain.

A cette occasion, de nouvelles compétences ont été transférées à la Communauté Urbaine dont celles des déchets, de l'eau potable, de la voirie et de l'urbanisme.

Les trois premières vont de soi. Elles comportent des économies d'échelle et des effets de synergie évidents. Toutefois, en ce qui concerne les déchets, le passage de la « redevance proportionnelle au service rendu » à la « taxe basée sur la valeur locative » aura pour effet d'augmenter significativement la facture des Saint-Orennais.

La mutualisation des PLU des 25 communes est plus contraignante et ne dessine pas les contours d'un véritable partenariat. Or, même si une certaine cohérence est nécessaire, nous considérons que la gestion et l'aménagement de l'espace communal sont l'affaire, d'abord, de ceux qui y demeurent.

De plus, si les 45% de Saint-Orennais qui n'ont pas voté pour la majorité sont actuellement représentés au Conseil Municipal, ils n'ont aucun défenseur à la Communauté Urbaine.

Enfin, comme la plupart des actions engagées relèveront désormais de la Communauté Urbaine, le Conseil Municipal n'aura plus ni maîtrise, ni contrôle dans ces domaines.